

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Bataille-d-idees-pour-la-souverainete-latinoamericaine-au-Sommet-Ibero-americain>

# **Bataille d'idées pour la souveraineté latinoaméricaine au Sommet "Ibero-américain".**

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : jeudi 15 novembre 2007

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

### **Le discours du Premier ministre Espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero lors du Sommet -récemment terminé- Ibero-américain a eu des moments de surréalisme déconcertant.**

L'argumentation anachronique en faveur d'un modèle économique néolibéral dans une perspective idéologique et en marge de l'échec de cette option en Amérique Latine où elle a eu toutes les opportunités et a conduit à une impasse, n'est pas seulement erronée mais suicidaire.

Des économistes, sociologues, historiens, politologues et auteurs de traités latinoaméricains, européens et nord-américains de toutes les écoles, ont démontré l'énorme poids qu'ont eu sur les politiques de développement des pays latinoaméricains, les déficits de développement social et économique accumulés pendant un demi-millénaire de conquête, de colonisation et de pillage impérialiste.

Les réalités qui ont découlé de la découverte du Nouveau Monde, dont l'apport de milliers de tonnes d'or et d'argent, de nouvelles matières premières et de plantes d'une grande valeur économique, les bois et sur tout le travail gratuit de cent millions d'individus qui composaient les peuples indigènes à l'arrivée de Colomb et d'un nombre semblable d'esclaves africains qui pendant quatre siècles ont travaillé gratuitement pour l'Europe ont été un malheur pour les peuples du sud.

De quel marché Zapatero parle-t-il ? L'Espagne n'a pas payé un centime pour les richesses et les bras d'un continent plusieurs fois plus grand et beaucoup plus riche que toute l'Europe. S'il elle avait eu à payer l'or du Mexique, du Pérou et de l'Amérique Centrale, l'argent de Potosí et les salaires des indiens et de noirs réduits en esclavage, l'Espagne marcherait aujourd'hui en espadrilles.

Empêcher pendant 300 ou 400 ans l'accès des pays du Tiers Monde à l'indépendance, arracher leurs ressources naturelles, leurs capitaux et leurs habitants les plus qualifiés et entrepreneurs, les priver de toute capacité d'initiative et ensuite leur imposer un modèle économique non-viable pour le développement, est indéfendable.

Zapatero parle comme quelqu'un qui ignore l'attitude opportuniste et misérable des transnationales espagnoles, qui protégées par l'État espagnol et par une législation européenne, non pas il y a 500 ans mais récemment, se sont jetées sur le festin de la vague de privatisations où, à un prix soldé, elles se sont emparées des entreprises publiques, des compagnies d'électricité, de téléphone, d'eau, des compagnies aériennes, la sidérurgie et de tout ce qui avait une valeur.

L'aveuglement néolibéral, qui ne connaît pas de limites, arrive jusqu'à transformer en concurrence et en exercice mercantile l'offre que le président Fidel Castro a faite quand il a proposé que Cuba apporte médecins, infirmières et techniciens nécessaires, pour réaliser une opération massive d'assistance médicale en Afrique et en Amérique Latine tandis que les pays riches qui ont de l'argent et qui manquent d'un capital humain suffisant, apportaient les recours et les médicaments.

Le défi de Zapatero qui sera probablement démenti en Bolivie et qu'il a résumé dans la formule de : "... Nous allons concourir et on verra qui sauve plus de vies si c'est les ambulances Espagnoles ou les médecins « d'autres pays » (en évitant de mentionner lâchement Cuba), est incroyable.

De quel manuel d'économie politique libérale peut-il sortir la malheureuse idée de ce que les médecins et les

ambulances peuvent être mise en concurrence ?

Fidel Castro a parlé de **CO.LLA.BO.RER**, de ne jamais concourir et encore moins de promouvoir le divorce entre le talent humaniste d'un médecin et sa vocation de service et les ambulances, les lits de repos, les blocs opératoires et les médicaments qui sont ses outils.

Si à tout cela s'ajoute l'acte politique d'assumer la défense d'Aznar, le même individu qui n'a pas eu de scrupules pour essayer de réussir politiquement avec la douleur du peuple espagnol en manipulant l'information sur les attentats terroristes à Madrid du 11/3, les attribuant à l'ETA et qui, tournant le dos aux millions d'Espagnols qui dans les rues et les places de l'État ibérique, demandaient de rester en dehors de l'agression de l'Irak, qu'a conspiré avec Bush.

Certainement Zapatero a assisté à la réunion erronée, avec un discours erroné. Mais quelle qu'en soit la raison qui a accompagné les présidents latinoaméricains qui ont affronté l'offensive conservatrice et néocolonialiste ; il faut justement être vigilants parce que la raison ne suffit pas.

La droite espagnole et européenne, les néoconservateurs nord-américains [Canada compris], les oligarques et contre révolutionnaires Latinoaméricains, secondés par le pouvoir médiatique et appuyés par des millions, sont déjà mobilisés pour diaboliser Chávez et Ortega [aussi Morales et Correa], pour la défense de qui la gauche latinoaméricaine, les mouvements sociaux, la presse honnête, les gouvernements honnêtes, les leaders d'opinion et toute la société doivent être mobilisés : et de maintenant !

Traduction de l'espagnol pour [El Correo](#) de : Estelle et Carlos Debiasi

[Argenpress](#).

Le Buenos Aires, le 15 novembre 2007.